



DISCOURS DU PRÉSIDENT



Chers Camarades,

Je vous remercie chaleureusement pour la confiance que vous venez, à nouveau, de me témoigner. Il me semble évident de continuer à nous centrer sur nos fondamentaux. Et cela est encore plus vrai aujourd’hui vu l’urgence de la situation humanitaire et sociale.

S’opposer syndicalement aux idées d’extrême droite.

À l’heure où de nombreux pays d’Europe (Italie, Pologne, Pays-Bas, Hongrie) ont fait le choix de basculer vers cette bête immonde et où d’autres donnent des signes très peu encourageants (Allemagne, France et Flandre), nous devons nous opposer avec force.

Camarades, l’extrême droite ne sert que le capital. Elle monte les citoyens les uns contre les autres. Les actifs contre les inactifs, contre les pensionnés qui coûtent trop cher et les malades qui n’ont pas fait assez attention à leur santé. Elle nie les bienfaits du respect de la planète, car le capital doit pouvoir s’octroyer toutes les richesses.

Chez nous, cela se traduit par des restructurations, des fermetures d’entreprises, des reculs sociaux sans précédent, des coupes dans les soins de santé et j’en passe.

L’extrême droite et la droite radicale utilisent les médias et intoxiquent les citoyens. On constate une fracture évidente entre le monde de l’entreprise organisée syndicalement et dans laquelle le dernier média de gauche, c’est – à-dire, vos assemblées d’usines, peut agir et la population qui se laisse séduire par du populisme à outrance. Combien de nos affiliés n’ont-ils pas voté pour le MR, le Vlaams Belang ou la NVA ?

Camarades, nous devons remettre en avant nos valeurs démocratiques et notre vision de société. Nous devons nous opposer à l’extrême droïtisation de celle-ci. Continuons à marteler nos valeurs.

Le fascisme et l’extrême droite ont toujours porté en eux la guerre. Ils sont responsables des conflits depuis la nuit des temps. Les combattre, c’est combattre la guerre.

L’exemple d’Israël, et sans vouloir sous-estimer le rôle du Hamas, capable d’affamer un peuple et d’utiliser la famine et le génocide comme arme de destruction massive, capable d’empêcher l’aide humanitaire de parvenir à un peuple opprimé depuis des décennies est immonde.

Et certains partis se disant démocratiques se refusent à qualifier cette guerre de génocide ! Ces partis ainsi que leurs pratiques doivent être dénoncés avec force par notre organisation. Je ne crains pas de dire que certains font plus que flirter avec l’extrême droite et qu’il est nécessaire de leur appliquer le cordon sanitaire. L’ED c’est ça aussi, je vous demande d’accueillir : Danièle.

Le régionalisme et notre attachement au Renardisme.

André Renard affirmait que le capitalisme est la cause principale des injustices sociales. Il œuvrait pour une transformation en profondeur de la société, en luttant syndicalement au travers de nombreuses réformes de structure. Il entendait par réforme de structure, la nationalisation de secteurs clés, une présence syndicale accrue dans les entreprises, garante du débat et du contrôle démocratique de celles-ci. Il défendait une planification économique aidée par des outils publics, source de bien-être commun et non de dividendes au capital.

Nous avons tant de fois constaté que des décisions politiques centralisées avaient de lourdes conséquences pour notre Région, car elles étaient portées par des élus plus nombreux au nord du pays, défendant une vision différente de la société, droitière et renfermée sur elle-même.

Les choses ont-elles changé en 20 ans ? Oui, mais elles se sont aggravées. Certains sont encore plus à droite et la CSC flamande est encore plus puissante. La conception syndicale est très différente au nord du pays, en regard au monde des affaires et de l'entreprise. Ce modèle plus cogestionnaire n'est pas le nôtre. Regardons aussi ce que le monde politique flamand fait. Vooruit en Flandre, c'est Les Engagés en Wallonie.

L'exemple de l'aéroport de Zaventem que le nord du pays veut flamandiser pour s'approprier les richesses est criant.

Chers Camarades, je suis internationaliste et ce n'est absolument pas antagoniste au fait que je suis aussi profondément régionaliste. Certains ne veulent pas le voir, et c'est leur droit, je suis intimement convaincu que nous devons pouvoir maîtriser notre avenir économique au niveau de notre Région (La Wallonie) tout en œuvrant pour plus de justice sociale dans le monde à travers la solidarité nationale et internationale.

Libérer la négociation.

Cette petite touche d'humour ne doit pas cacher que la question du salaire est évidemment essentielle.

Camarades, je suis heureux que le fil rouge de notre congrès soit celui de « Libérer la négociation » tout d'abord au niveau le plus important, l'interpro, qui permet une solidarité totale pour tous.

Évidemment, en termes de pouvoir d'achat brut, celui qui alimente notre Sécurité sociale et l'impôt redistributif, mais également en attachant une réelle importance au bien-être des travailleurs, à la prévention des accidents du travail, des maladies professionnelles et en réclamant une réelle réduction du temps de travail pour partager l'activité entre tous, dans l'intérêt d'un mieux vivre pour chaque citoyen.

Nous devons revendiquer la suppression de la loi de 96 tout en garantissant l'indexation automatique des salaires. Pour être dans la cohérence, avec ce qui précède, la libéralisation des heures sup, volontaires et toute forme de flexibilisation de marché du travail doivent être combattues. Nous devons, partout où c'est possible, nous y opposer en entreprise au travers de la conscience collective et du rapport de force.

Au niveau des secteurs : les secteurs porteurs doivent plus contribuer au bien-être collectif et rétribuer les réels créateurs de richesses à auteur de leur travail.

Inverser le rapport capital/travail et se réapproprier notre Sécurité sociale en la finançant au travers du salaire brut et de cotisations patronales non réduites.

De nombreuses aides aux entreprises sont octroyées de manière globale et non ciblée sur celles qui en ont réellement besoin ou créatrices de futurs emplois de qualité.

Camarades, nous devons continuer à marteler à nos collègues de travail que le salaire poche et les « one-shot » vont à l'encontre de l'intérêt des travailleurs. Je vous le dis à nouveau : le seul média de gauche, ce sont vos assemblées et votre militantisme sans faille en entreprise.

Cela dit, nous devons aussi être beaucoup plus présents, et de manière innovante, sur le terrain de la communication pour déconstruire les fake news de ceux qui prétendent défendre le travail alors qu'ils défendent l'exploitation du travailleur. Nous savons tous que nous mettons du temps à déconstruire ce qu'un « boucher » du monde du travail casse par une « fake news » de 30 secondes.

Cohérence donc négocier en entreprise.

Se réapproprier la négociation, réapprendre parfois les codes de la négociation. Reprendre notre juste rémunération, c'est ce qu'il ressort d'un travail organisé au sein de notre Exécutif et que je vous propose de découvrir dans cette dernière capsule vidéo.

Camarades, il faut que nous soyons cohérents. Sans AIP et sans accord de secteurs, il n'y a pas de paix sociale et nous devons, partout où cela est possible, forcer la négociation. On ne peut pas juste dire « non » et se contenter de regarder. Revendiquons.

Sur base des données actuellement disponibles pour 2024, l'impôt global des sociétés en Belgique a été de 16 milliards d'euros sur un bénéfice avant impôts de 104 milliards d'euros. Ce qui représente un taux de taxation de 15,5%. Bien loin de la taxation sur le travail ! Enfin, sur les 88 milliards de bénéfices nets, 63 milliards ont été distribués en dividendes aux actionnaires (soit 72% des gains nets).

Quand on sait que le total des aides publiques aux entreprises lucratives s'élevait à 52 milliards d'euros en 2022, on peut se poser quelques questions :

Qui sont les assistés ?

Qui sont les profiteurs ?

Qui restructurent quand même ?

Qui est responsable d'entrave méchante au bien-être des citoyens ?

Rendons la vie dure au patronat, partout où nous le pouvons. Exigeons et réapproprions-nous la négociation.

Le salaire brut, Camarades, c'est aussi le financement de nos services publics. Ceux-ci doivent être financés à la hauteur des défis et des besoins réels de la population. Pour certains, les services publics sont le dernier bouclier avant la précarité ou la pauvreté. Maintenir leur statut, c'est aussi assurer la continuité du service en toute indépendance et dans l'intérêt commun.

Cette richesse publique n'est possible qu'au travers de la compréhension des travailleurs vis-à-vis de son financement et de son caractère redistributif.

Camarades, en totale synergie avec ce que je viens d'exprimer, nous, FGTB, nous devons tout mettre en œuvre pour qu'une réelle enveloppe bien-être soit affectée totalement aux allocataires sociaux qui, trop souvent, vivent sous le seuil de pauvreté.

Le monde du travail, parfois éloigné inconsciemment de la nécessité de se battre pour cette cause, ne réalise pas qu'en plus de le faire au nom de la solidarité, il y trouvera, à certains moments de sa vie, un intérêt pour lui ou sa famille.

Avoir droit à une allocation de chômage digne après une restructuration, avoir droit à une allocation digne en cas de maladie et vivre une retraite sans devoir tout compter ou en prenant un boulot en flexi-job, est un enjeu fondamental dans une société civilisée. La création de richesse doit servir le bien collectif et non le profit de certains privilégiés.

Camarades, vous le voyez, les défis sont nombreux. Pourtant, certains considéraient qu'avant de se dresser, il fallait mesurer, puis informer, puis remesurer, puis réinformer, puis se rassembler, puis remesurer, puis peut-être manifester, puis remesurer et, si on ne faisait pas de tort à Vooruit, 1 Grève générale.

Depuis 15 ans, on se contentait de ça comme moyen d'action. Résultat, la droite est de plus en plus agressive, elle fait passer tout ce qu'elle veut au point qu'aujourd'hui, elle est en train de détruire un modèle social arraché par des syndicalistes.

Seuls, nous n'y arriverons pas. Nous devons convaincre. Nous devons constituer un large rapport de force et nous dresser. Camarades, si nous n'essayons pas, il n'y aura plus personne derrière nous. Et pour ça, la parole doit être aussi rendue aux délégués dans nos Comités fédéraux. Nous devons débattre et remettre au centre de nos actions, la lutte des classes. Il en va aussi de l'avenir de notre FGTB.

Je suis heureux aujourd'hui qu'une nouvelle dynamique est engagée. Nous devons réussir comme jamais la Grève générale du 26 novembre et, au-delà du plan d'actions de rentrée, poursuivre, maintenir et utiliser ce rapport de force.

Nous avons informé, nous avons sensibilisé, nous avons convaincu les travailleurs et les citoyens de la légitimité du combat. Nous ne pouvons pas reculer.

Reculer serait trahir notre déclaration de principes, la transformation de la société.

Camarades, il faudra aussi se le dire : si les forces de gauches ne savent pas s'allier, en se remettant parfois en cause, c'est offrir un boulevard à la droite conservatrice et réactionnaire. C'est offrir le pouvoir pour 30 ans au MR.

Croire qu'un seul parti de gauche à côté du MR le fera reculer sur toutes les atrocités commises est une utopie. Nous devons réclamer un front de gauche qui pourra être le garant de notre vision de la société. Partout où nous sommes, notre responsabilité est et sera celle-là.

Merci, Camarades.